

Projet de travaux de sécurisation de la RD 909A
entre les hameaux de Balmettes et de Glière
sur la commune de Talloires-Montmin (Haute-Savoie)

ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE

Décision du Tribunal Administratif de Grenoble n° E21000142 / 38
du 11 août 2021
Arrêté du préfet de Haute-Savoie n° PREF/DCRL/BAFU/2021-0068
du 02 septembre 2021

ENQUETE PARCELLAIRE CONCLUSIONS MOTIVEES

Joël Martel
Commissaire enquêteur

Désigné commissaire enquêteur par décision de Monsieur le président du Tribunal Administratif de Grenoble n° E21000142 / 38 du 11 août 2021, et en application de l'arrêté n° PREF /DCRL/BAFU/2021-068 du 02 septembre 2021, j'ai effectué l'enquête publique parcellaire relative au projet de travaux de sécurisation et protection contre les chutes de blocs de la RD 909A entre les hameaux de Balmettes et de Glière sur la commune de Talloires-Montmin (74), conjointement à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Cette enquête s'est déroulée du 25 octobre au 25 novembre 2021. J'ai tenu trois permanences en mairie de Talloires-Montmin.

Les formes réglementaires de l'enquête, notamment en termes de publicité, de dossier, de déroulement, sont détaillées dans le rapport. Les formes ont été respectées.

Elle a donné lieu à quatre observations écrites portant sur les aspects parcellaires du dossier, et cinq observations orales qui constituaient autant de questions sur la procédure proprement dite de l'enquête publique ou le lien avec les enquêtes précédentes.

Les propriétaires qui se sont présentés à la permanence ont exprimé des observations qui s'articulent autour des thèmes principaux suivants :

- découpage de la parcelle par le périmètre DUP ;
- accessibilité ;

Pour rappel, l'objet de cette enquête parcellaire est l'identification des propriétaires et la délimitation des parcelles, dont le Département estime qu'elles lui seront nécessaires pour mener à bien les actions envisagées pour la sécurisation de la RD 909A dont il est responsable, entre les hameaux de Balmettes et de Glière (commune de Talloires-Montmin) où des études ont engendré une réévaluation de risques de chutes de blocs.

Aussi, en vue de procéder à ces travaux, le Département a sollicité Monsieur le préfet pour l'ouverture d'une enquête parcellaire, afin de définir les propriétés à acquérir.

Conjointement, l'ensemble des biens nécessaires à la réalisation du projet n'ayant pas pu faire l'objet d'accords à l'amiable, il a été décidé d'engager une procédure de déclaration d'utilité publique en vue d'exproprier la partie des parcelles nécessaires.

La liste des propriétaires des parcelles concernées – l'état parcellaire- constitue l'une des pièces du dossier d'enquête parcellaire.

L'un des points à vérifier est donc de s'assurer que ces propriétaires ont bien été informés, avant le début de l'enquête et par courrier recommandé avec A.R., de la présente enquête et du dépôt de dossier en mairie de Talloires-Montmin.

L'enquête parcellaire vise également à s'assurer que l'emprise indiquée dans le projet de cessibilité est bien conforme à l'objet des travaux tel qu'il résulte de la procédure de DUP.

Ainsi, **après avoir vérifié** que les propriétaires des parcelles concernées ont été dûment avisés de la procédure en cours avant l'ouverture de cette enquête,

et estimant que :

- l'identité des propriétaires desdites parcelles a bien été établie ;
- les propriétaires concernés par ce projet ont été dûment invités à s'exprimer et à faire valoir leurs éventuelles réserves ;
- l'enquête publique a été organisée et menée dans les formes réglementaires, avec en particulier un dossier présentant bien un plan parcellaire et un état parcellaire ;
- l'emprise indiquée dans le projet de cessibilité – périmètre DUP – est conforme au projet de réalisation des travaux de sécurisation envisagés, et limitée à ce qui est nécessaire,

J'émet un avis favorable

A la déclaration de cessibilité du parcellaire nécessaire au projet de travaux de sécurisation et de protection contre les chutes de blocs de la RD 909A entre les hameaux de Balmettes et Glière sur la commune de Talloires-Montmin.

Cet avis est assorti d'**une recommandation** :

Certains propriétaires voient leurs parcelles coupées par le périmètre DUP. Sans doute est-il intéressant, pour ceux d'entre eux qui en formulent la demande, que la collectivité examine positivement une telle demande. En effet, le surcoût d'acquisition, non excessif, est à mettre en regard de la simplification qu'une telle cessibilité engendrerait, non seulement pour les propriétaires souvent en indivision, mais aussi pour la collectivité.

Annecy, le 17 décembre 2021

Le commissaire enquêteur

Joël Martel